



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan

Mont-de-Marsan, le 1^{er} décembre 2025

Références : DREAL/2024D/9868
Code AIOT : 0100049439

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 novembre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROSSIAUD Jacques

3115 route du Bos de Marsacq
40400 Meilhan

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 novembre 2025 de l'établissement exploité par Jacques ROSSIAUD et implanté au 3115 route du Bos de Marsacq (lieu-dit Jouanebarthe) sur la commune de Meilhan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

ROSSIAUD Jacques
3115 Route du Bos de Marsacq – Lieu-dit Jouanebarthe - 40400 Meilhan
Code AIOT : 0100049439
Régime : Néant
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

Monsieur ROSSIAUD Jacques, ayant exercé une activité de commerce de véhicules automobiles sur la commune de Mont-de-Marsan jusqu'à fin 2020 (SIRET n°33003601300085, domiciliée au 244 Rue de la Ferme de Larrouquère - 40000 Mont-de-Marsan), exploite une activité de centre VHU illégale sur les parcelles cadastrées B 11, B 73, C 53 et C 72 lui appartenant sur la commune de Meilhan.

D'après les images satellites, il semblerait que les véhicules se trouvant Rue de la Ferme de Larrouquère aient été déplacés vers la commune de Meilhan il y a quelques années (possiblement à la fin de l'activité de la société de M. ROSSIAUD).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre des suites de la mise en demeure de régularisation administrative du 2 octobre 2024.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Régularisation administrative	AP de Mise en Demeure du 02/10/2024, Article 1	Amende	/
2	Mesures conservatoires	AP de Mise en Demeure du 02/10/2024, Article 2	Travaux d'office	/

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas respecté la mise en demeure du 2 octobre 2024 en ne procédant pas à la cessation d'activité ICPE demandée. Par ailleurs, à part quelques rares véhicules, l'état du site n'a pas du tout évolué, la quasi-totalité des VHU sont toujours présents à la même place et dans le même état (voire encore plus dégradés par le temps).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de la mise en demeure du 02/10/2024 - Régularisation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/10/2024, Article 1
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Monsieur ROSSIAUD Jacques est mis en demeure de régulariser la situation administrative de ses activités d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage et bateaux visées par les rubriques 2712-1 de la nomenclature installations classées pour la protection de l'environnement, exercées sur les parcelles n° 11 et 73 de la section B et n° 53 et 72 de la section C du cadastre de la commune de Meilhan (40400), 3115 Route du Bos de Marsacq, lieu-dit Jouanebarthe.</p> <p>L'exploitant est tenu de régulariser sa situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit en déposant les demandes d'enregistrement nécessaires au titre de l'article R. 512-49 et suivants du Code de l'environnement (rubrique 2712-1), sous réserve de la compatibilité avec les documents d'urbanisme, et en sollicitant l'agrément nécessaire, - soit en cessant ses activités et en remettant le site en état. <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ; - dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai les attestations prévues au III de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement et au I et III de l'article R. 512-39-3 ; - dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement et de demande d'agrément, ce dernier doit être déposé (télédéclaré sur la plateforme GUNenv) dans un délai de trois mois maximum. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.) ; - l'exploitant dispose de douze mois pour obtenir la régularisation administrative de ses installations.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Constats :

Par courrier du 30 septembre 2024, l'exploitant avait indiqué prendre en charge l'évacuation des véhicules présents sur le terrain mais avait souhaité un délai plus long d'environ six mois étant donné son état physique et les conditions météorologiques à venir pour ne pas trop dégrader le terrain.

L'inspection des installations classées lui avait indiqué qu'une prochaine inspection aurait obligatoirement lieu courant 2025 pour suivre la mise en demeure, donc le site devrait être propre d'ici là, avec tous les justificatifs associés aux évacuations (bons d'enlèvement avec immatriculation, certificats de destruction, etc.).

À la date de la présente inspection, l'exploitant n'a transmis aucun dossier de cessation d'activité ICPE.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet une amende administrative.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

N° 2 : Suites de la mise en demeure du 02/10/2024 - Mesures conservatoires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/10/2024, Article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures conservatoires

Prescription contrôlée :

M. ROSSIAUD Jacques procède :

1. à l'évacuation, sous un délai d'un mois, de l'ensemble des déchets présents sur son site, et notamment des VHU tels que définis à l'article R. 543-297 du Code de l'environnement, vers des installations dûment autorisées à les recevoir agréées et transmet, dans le délai maximum de deux mois, les justificatifs de cette évacuation (factures, bordereaux de suivi de déchets, etc.) à l'inspection des installations classées ;
2. à l'interdiction sans délai de tout nouvel apport de déchets sur le site.

Constats :

Lors de la présente inspection, à quelques véhicules qui ont semble-t-il bougé, le site était exactement dans le même état que lors de la précédente inspection du 12 juin 2024. Pour les rares véhicules sortis, l'exploitant n'a transmis aucun justificatif d'évacuation et de traitement de ces déchets.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des travaux d'office.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Travaux d'office